



Les brigades rouges (BR) en Italie Violence inutile et résultats inévitables

Dr. Mohammed Aref Al-Adhamat

Chercheur spécialisé dans le terrorisme et l'extrémisme, Jordanie

Dimanche matin, le 16 mars 1978, une voiture Fiat passait avec un homme d'une soixantaine d'années, assis sur la banquette arrière, protégé par un garde assis sur le siège avant. Par derrière, il y avait une autre voiture de garde qui suivait le véhicule. Soudain, une voiture portant une plaque diplomatique bloque la route et force les deux voitures à s'arrêter, ouvrant la voie à deux autres voitures, d'où cinq hommes et une femme sautent et ouvrent le feu tuant sur le coup le conducteur de la voiture, le gardien et trois autres agents de sécurité. Les assaillants font sortir rapidement l'homme important de la voiture, le poussent dans leur voiture et prennent la fuite en trois minutes.

Ce n'était pas la scène d'un film hollywoodien de gangsters mais l'enlèvement du Premier ministre italien Aldo Moro par les BR au plus fort de leur activité terroriste.

Après l'enlèvement, les BR proposent d'échanger la libération de Moro contre 13 de leurs membres emprisonnés, mais le gouvernement italien refuse de négocier avec le groupe terroriste. Le 9 mai 1978, la police retrouve le corps de Moreau jeté dans une voiture.

Création et activité terroriste

En 1967, Renato Curiccio créa à l'Université de Trente un groupe d'étudiants de gauche et recruta des étudiants d'extrême gauche: ce groupe fut le noyau des BR. En 1969, Renato épousa une autre extrémiste, Margherita Cajol. Ils s'installèrent à Milan, où ils attirèrent une horde de partisans. Un an plus tard, ils annoncèrent la création des BR en novembre 1970. L'annonce retentissante était accompagnée de jets de bombes incendiaires sur de nombreuses usines et entrepôts de Milan. Le groupe a commencé les enlèvements l'année suivante et en 1974, il a commis son premier assassinat tuant l'inspecteur en chef de la brigade antiterroriste de Turin.

Depuis 1974, les BR se sont implantées à Rome, Gênes et Venise, et commis des

enlèvements politiques de grande envergure. Le 18 avril 1974, elles enlevèrent le procureur adjoint de Gênes, Mario Susi, et le libèrent le 23 mai en échange d'une décision de justice, abrogée plus tard et interdisant de libérer les huit prisonniers des Brigades.

Le groupe a également kidnappé l'industriel Vallarino Gancia pour obtenir une rançon, leur principale source de revenus consistant à kidnapper des industriels, des propriétaires d'usines, des financiers et des politiciens, ainsi qu'à braquer des banques.

Le 16 novembre 1977, des membres des BR tuèrent en plein jour dans une rue de Turin Carlo Casalegno, rédacteur en chef adjoint de La Stampa. En 1981, quatre membres des Brigades déguisés en plombiers prennent d'assaut un appartement à Vérone et enlèvent le général de brigade James L. Dozier, chef d'état-major adjoint de l'OTAN dans les forces terrestres du sud de l'Europe. Après 42 jours de détention, il fut libéré le 28 janvier 1982, par une équipe de l'Unité des opérations spéciales de la police italienne.

Entre 1974 et 1988, les BR ont mené près de 50 attaques, au cours desquelles environ 50 personnes ont été tuées, et selon les statistiques du ministère italien de l'Intérieur, plus de 75 personnes auraient été tuées par les BR. Ces meurtres étaient politiquement motivés et le chercheur Clarence A. Martin estime que les BR ont commis 14 000 actes de violence au cours de leurs dix premières années.

Contexte de création

Bien que l'Italie n'ait pas été le seul pays européen à subir des années de terreur dans les années 1970 et 1980, les BR étaient le groupe terroriste de gauche le plus puissant d'Europe occidentale après la Seconde Guerre mondiale, comparé à d'autres comme l'Armée Rouge en Allemagne, l'Armée Républicaine en Irlande et l'ETA au Pays basque en Espagne.

L'histoire de l'Italie au début des années soixante-dix du siècle dernier était principalement liée à la violence politique, et à ce qu'on appelait à l'époque les années de plomb, qui duraient des années soixante du XXe siècle jusqu'à la fin des années quatre-vingt, et se caractérisaient par une vague de terrorisme politique d'extrême droite et de gauche, ayant commencé avec les grèves de l'automne chaud d'Italie en 1969 marqué par une série de grèves majeures dans les usines et les centres industriels du nord de l'Italie, et coïncidé avec l'effondrement des alliances politiques, rendant difficile la formation de gouvernements par les principaux partis

représentés au Parlement. L'instabilité politique a conduit à une crise économique étouffante après une période de forte croissance économique que l'Italie avait connue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et de violentes protestations. Cela a coïncidé avec une situation économique internationale difficile résultant des répercussions du choc pétrolier et de la crise monétaire. Dans ce contexte, des groupes armés d'extrême droite et d'autres groupes armés et extrémistes de gauche ont émergé, dont les plus célèbres étaient les BR.

Idéologie des BR

Le sociologue italien Alessandro Orsini a analysé, dans son livre (Anatomie des BR: la mentalité religieuse des terroristes contemporains), qui a remporté de grands prix en Italie et a été traduit en plusieurs langues, tous les documents produits par les BR et les études sur l'organisation et a confirmé que la logique dominante des BR était essentiellement eschatologique, axée sur le nettoyage du monde corrompu par la violence. Orsini a créé une petite théorie sociale qui lui permet de reconstituer la dynamique des groupes terroristes d'extrême gauche et néo-nazis les conduisant au meurtre: il l'appelle « Théorie des réactions révolutionnaires subversives ». La souffrance dépend du degré d'intégration du terroriste dans la secte révolutionnaire. Ces terroristes étaient appelés « purificateurs du monde ». Orsini souligne que tous les «purificateurs» violents du monde, quelles que soient leurs croyances, ont un objectif clair, celui de construire une société idéale, dépourvue de tout péché ou de toute misère, et dans laquelle aucune opposition susceptible de perturber l'harmonie mondiale ne peut être tolérée.

«Les membres des BR ne sont pas des gens pauvres qui ont été exploités financièrement ou socialement», affirme Orsini. Il estime que «le membre idéal qui appartient aux BR est essentiellement altruiste, ne recherche pas de gain personnel, est relativement jeune et n'appartient pas aux groupes sociaux et économiques les plus défavorisés de la société, mais selon son idéologie, il est profondément choqué par la pauvreté et l'exploitation des autres.»

La traque

Le gouvernement italien a utilisé de tous les moyens face aux activités des BR et refusé de faire des compromis avec elles, jusqu'à les éliminer et mettre fin à toutes leurs activités. Au cours des dernières décennies, il a continué à traquer d'anciens membres du groupe hors d'Italie, dont même ceux qui ont condamné la violence, car ils étaient toujours accusés d'avoir participé aux violences.

La police italienne a mené une campagne massive d'arrestations de membres de l'organisation et de ses sympathisants de gauche en 1980, qui a notamment permis l'arrestation de 12.000 d'entre eux, tandis que 300 membres ont fui vers la France, 200 vers l'Amérique du Sud et 100 vers d'autres pays. La plupart des dirigeants arrêtés ont soit abandonné leurs idées extrémistes, soit coopéré avec les enquêteurs pour arrêter d'autres membres des BR et obtenu des réductions significatives de leurs peines de prison.

En 1981, les BR se sont scindées en deux factions: la faction majoritaire du Parti communiste combattant (dirigée par Barbara Balzarani) et la faction minoritaire de l'UCP (dirigée par Giovanni Cinzani). En 1984, le groupe a revendiqué le meurtre de Lemon Hunt, commandant du Groupe des forces multinationales et des observateurs du Sinaï pour prouver son existence, mais les dirigeants des deux factions comme Curcio et Moretti, Ianelli et Bertolazzi ont rejeté la même année la violence, soulignant qu'elle était inutile.

Par ailleurs, le déclin de l'organisation n'a pas empêché le gouvernement italien de traquer les anciens membres en fuite. Le 14 janvier 2004, la police italienne a annoncé avoir arrêté, en coopération avec la police égyptienne, deux membres éminents des BR, Granati et Maurizio Valse, et les a transférés à Rome.

En janvier 2019, la Bolivie a arrêté Cesare Battisti, membre des BR, et l'a extradé vers l'Italie, quarante ans après avoir fui la France vers le Brésil puis la Bolivie.

Le 28 avril 2021, la présidence française a annoncé que sept anciens membres des BR italiennes avaient été condamnés en Italie pour des actes de terrorisme commis dans les années 1970 et 1980. Ils ont été arrêtés en France à la demande de l'Italie.

En juin 2022, d'anciens membres des BR résidant en France ont été poursuivis devant un tribunal de Paris pour décider s'il fallait les extraditer vers l'Italie. Cette mesure française a ravivé la controverse sur le sort d'environ 300 membres des BR qui ont fui vers la France il y a plusieurs décennies et y ont obtenu l'asile à l'époque du président François Mitterrand après avoir renoncé à la violence, mais les demandes italiennes de les extraditer n'ont pas tenu compte du principe dit français qui portait le nom de Mitterrand et accordait l'asile aux anciens membres des BR à condition qu'ils n'aient pas commis de crimes de sang.